












Cahier des Clauses Administrative Particulières

■ **Rénovation du système d'éclairage
des bâtiments du site Nord**

Marché de travaux n° 2024.00053.00.17.00

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché public de travaux</p> <p><u>Objet</u> : Rénovation du système d'éclairage des bâtiments du site Nord</p>
	<p><u>Maître d'ouvrage</u> :</p> <p>Université de La Rochelle 23 avenue Albert Einstein BP 33060 17031 - La Rochelle</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux 2021</p>
	<p>La Rochelle Université</p>
	<p>Le marché est divisé en 2 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie dans l'acte d'engagement (AE)</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p>Prestations similaires :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>



Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.

Sommaire

1. Préambule.....	6
2. Dispositions générales.....	6
2. 1. Durée d'exécution du marché public	6
2. 2. Décomposition du marché public.....	6
2. 3. Documents contractuels.....	7
2. 4. Assurances	7
2. 5. Intervenants.....	8
2. 5. 1. Maîtrise d'ouvrage	8
2. 5. 2. Conducteur d'opérations.....	8
2. 5. 3. Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	8
2. 5. 4. Maîtrise d'œuvre	8
2. 5. 5. Contrôleur Technique	9
2. 5. 6. Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé	9
2. 5. 7. Sous-traitance.....	9
3. Prix et modalités de paiement	10
3. 1. Caractéristiques des prix du marché public	10
3. 1. 1. Modalités de fixation des prix	10
3. 1. 2. Variation des prix	10
3. 2. Avance.....	11
3. 3. Retenue de garantie	11
3. 4. Modalités de paiement	11
3. 4. 1. Délai de paiement.....	11
3. 4. 2. Modalités de règlement des comptes	11
4. Modalités d'exécution.....	12
4. 1. Modalités de communication entre les parties	12
4. 2. Modalités d'exécution des travaux	12
4. 2. 1. Matériaux et produits.....	12
4. 2. 2. Préparation des travaux.....	13
4. 2. 3. Gestion du chantier	13
4. 3. Prestations supplémentaires et modifications	14
4. 4. Propriété intellectuelle	14
4. 4. 1. Régime des droits de propriété intellectuelle	14
5. Constatation de l'exécution, garantie et maintenance	15
5. 1. Réception.....	15
5. 2. Délai de garantie.....	15
5. 3. Contrôle de l'exécution des travaux.....	15

6. Clauses diverses.....	16
6. 1. Confidentialité – Protection des données personnelles – mesures de sécurité	16
6. 2. Procédures en cas de sinistre dans un bâtiment de l'Université	16
6. 3. Plan Vigipirate.....	17
7. Défaillance dans l'exécution.....	17
7. 1. Pénalités et primes pour l'ensemble des lots	17
7. 1. 1. Lot n°1 et Lot n°2 :	17
7. 1. 2. Pénalités de retard et retenues :	18
7. 1. 3. Primes :	19
7. 2. Cas de résiliation	19
7. 3. Litiges et différends	19
8. Dérogations au CCAG.....	19
ANNEXE 1 : Contrat de Protection des données personnelles	20
ANNEXE 2 : EDIFLEX : CONVENTION D'INTERCHANGE.....	27

1. Préambule

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

L'acheteur désigne le "maître d'ouvrage" pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du marché.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

2. Dispositions générales

2. 1. Durée d'exécution du marché public

La durée d'exécution du marché public correspond à la période durant laquelle l'ensemble du marché public est actif. Cela inclut toutes les étapes nécessaires à la réalisation du marché et pas uniquement les travaux.

Cette durée comprend :

- La période de préparation de chantier ;
- La durée d'exécution des travaux physiques sur site ;

Elle s'étend :

- Du début effectif des travaux (physiquement sur chantier) ;
 - Jusqu'à l'achèvement des travaux permettant la réalisation des opérations préalables à la réception (OPR) ;
 - Elle se termine à la réception provisoire des travaux (acte de réception initial, accompagné ou non de réserves).
- Les périodes de levée de réserves ;
 - La période de garantie de parfait achèvement (GPA).

Ces durées sont indiquées à l'article 5. De l'Acte d'Engagement ou à défaut dans le CCAG travaux 2021.

2. 2. Décomposition du marché public

Le marché est divisé en lots comme suit :

Lot n°1 : Remplacement du système d'éclairage de la BU et de la MRIP ;

Lot n°2 : Remplacement du système d'éclairage de la LLASH et de la MDE.

2. 3. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le plan général de coordination (PGC) établi par le CSPS ou à défaut le plan de prévention établi par le maître d'ouvrage ;
- Le programme d'exécution des travaux tel que demandé dans le CCTP et à l'article 28.2 du CCAG travaux 2021, visé par le maître d'œuvre et établi pendant la période de préparation de chantier ;
- Les réponses apportées aux questions posées au maître d'ouvrage lors de la consultation ainsi que tout autre élément modifiant les pièces techniques lors d'une éventuelle phase de négociation ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Les plans (existant, projet et schéma de principe) fournis dans le DCE ;
- L'offre technique (mémoire technique) et financière (DPGF) du titulaire ;
- Le rapport initial de contrôle technique de construction (RICT) établi par le contrôleur technique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux 2021) (*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (*)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

2. 4. Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail.

Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

Assurance de responsabilité civile décennale :

Conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale même dans le cas où les ouvrages de construction relèvent de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

2. 5. Intervenants

2. 5. 1. Maîtrise d'ouvrage

La Rochelle Université

23 avenue Albert Einstein

BP 33060

17031 La Rochelle

Tél : 05 46 45 87 56

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le président de l'Université

2. 5. 2. Conducteur d'opérations

Le service chargé de l'opération est la « Direction du Patrimoine et de la Logistique », représentée par le service « Opérations Immobilières ».

La Rochelle Université**Direction du Patrimoine et de la Logistique****Service Opérations Immobilière**

23 avenue Albert Einstein

BP 33060

17031 La Rochelle

Tél : 05.46.45.82.83

2. 5. 3. Assistance à maîtrise d'ouvrage

Sans objet

2. 5. 4. Maitrise d'œuvre

SARL ITF

8 rue de Belgique

17138 PUILBOREAU

itf@itf-17.com

Tél : 05 46 68 28 29

Le marché conclu avec le maître d'œuvre comporte les missions suivantes au sens de l'article R2431-4 et suivants du code de la commande publique :

Missions de base :

☒ **DIAG** : les études de diagnostic

☒ **AVP** : Les études d'avant-projet

☒ **APS** : Les études d'avant-projet sommaire

☒ **APD** : Les études d'avant-projet définitif

☒ **PRO** : Projet

☒ **AMT** : Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux

☐ **EXE** : les études d'exécution

☒ **VISA** : Visa des études d'exécution

☒ **DET** : La direction de l'exécution des marchés publics de travaux ;

☒ **AOR** : L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Mission (s) complémentaire (s) :

☒ **Ordonnancement, coordination et pilotage (OPC)**

En vertu de l'article R2431-17 du code de la commande publique, l'élément de mission OPC est confié :

☒ Au maître d'œuvre

☐ À un organisme spécialisé en vertu d'un marché distinct passé avec le maître d'ouvrage. Le contrat sera communiqué au maître d'œuvre.

☒ **Synthèse**

☒ **Mission CEE – Certificat d'Economies d'Energie**

2. 5. 5. Contrôleur Technique

BUREAU VERITAS

17 avenue Bernard Moitessier

CS 60090 17187 PERIGNY

06 85 13 63 28

Les missions confiées au contrôleur technique au sens des articles 6 à 9 du décret n°99-443 du 28 mai 1999 ainsi que des dispositions de la norme NFP 03-100 comprennent les éléments suivants :

Missions de base :

☒ **Mission L** relative à la solidité des ouvrages et des équipements indissociables

☒ **Mission LE** relative à la solidité des existants

☒ **Mission S** relative à la sécurité des personnes dans les constructions

☒ **Mission STI** relative à la sécurité des personnes immeubles du secteur tertiaire ou de l'industrie

☒ **Mission SEI** relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH

Mission (s) complémentaire (s) :

☒ **Mission HAND** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

☒ **Mission ATT HAND** relative à l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux

☒ **Mission VIEL** relative à la vérification initiale des installations électrique au titre du code du travail

2. 5. 6. Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Désigné ultérieurement.

2. 5. 7. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **500 euros TTC**, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

3. Prix et modalités de paiement

3. 1. Caractéristiques des prix du marché public

3. 1. 1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

3. 1. 2. Variation des prix

Les prix sont fermes.

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, l'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Prix actualisé = Prix initial du marché * CA

CA = c1/C1

où

c1 = indice 1710979 - Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

C1 = indice 1710979 - Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

Modalités d'application :

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

3. 2. Avance

L'option A du CCAG Travaux est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de **5%** du montant initial du marché (TTC).

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 30%. Dans ce dernier cas, le remboursement de l'avance débute lorsque 40% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

3. 3. Retenue de garantie

La garantie de parfait achèvement suivante est exigée :

Garantie de parfait achèvement : retenue de garantie de 5% du montant initial du lot (taxes comprises) prélevée par fractions sur chacun des acomptes. La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-41 du code de la commande publique.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de réserves, les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique sont d'application.

Si le marché est attribué à une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de la retenue de garantie applicable sera de 3% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

3. 4. Modalités de paiement

3. 4. 1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

3. 4. 2. Modalités de règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

Facturation électronique :

En complément de l'article 12.6 du CCAG travaux, le titulaire de chaque lot est averti que la facturation des prestations réalisées dans le cadre du marché sera effectuée **exclusivement via la plateforme "Ediflex"** (société EPICTURE).

Le maître d'ouvrage permet l'accès à l'outil Ediflex, au maître d'œuvre, aux entrepreneurs, et aux autres intervenants. Il leur communique les informations nécessaires à son paramétrage. Le maître d'ouvrage prend en charge les coûts directs afférents à l'utilisation de cette plateforme (tels qu'abonnement, formation etc.).

L'utilisation de la plateforme Ediflex ne fait pas obstacle aux dispositions prévues à l'article 12 du

CCAG Travaux pour le règlement des acomptes mensuels. Le titulaire doit se conformer à ces dispositions.

Le titulaire présente ses demandes de paiement par le biais de cet outil qui comporte un circuit de validation et une passerelle vers la plateforme Chorus-pro.

L'annexe 4 du présent document fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX.

4. Modalités d'exécution

4. 1. Modalités de communication entre les parties

Représentation du titulaire et obligations d'information relatives au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer le maître d'ouvrage de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Ordre de service :

Les ordres de service sont écrits par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage, datés et numérotés. Les ordres de service doivent être exécutés dans les conditions prescrites sur ce dernier. Cependant le titulaire peut s'il le souhaite et s'il estime que l'ordre de service appelle des réserves, notifier celles-ci au maître d'œuvre dans un délai de 15 jours.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des observations.

Convocation du titulaire - Rendez-vous de chantier :

Le titulaire ou son représentant se rend dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas de groupement, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

4. 2. Modalités d'exécution des travaux

4. 2. 1. Matériaux et produits

Provenance des matériaux et produits :

Conformément à l'article 21 du CCAG travaux, sauf disposition contraire dans le marché, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Les documents du marché fixent la provenance des matériaux, des produits et des composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché.

Qualité des matériaux et produits. - Application des normes :

Conformément à l'article 23 du CCAG travaux, les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit. Les prix

correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix.

4. 2. 2. Préparation des travaux

Préparation des travaux :

En complément des articles 28.2 à 28.5 du CCAG travaux, le calendrier d'exécution devra se conformer à l'article du CCTP : "DÉROULEMENT DES TRAVAUX EN SITE OCCUPE", notamment sur la réalisation de « plan de zonage » et « planning de réalisation » qui devront être liés et évolutifs en fonction de l'avancement du chantier.

Etudes d'exécution :

En complément de l'article 29 du CCAG travaux, le titulaire se conformera à la méthode de réalisation des documents d'exécution détaillée dans le CCTP, notamment sur la méthode dite par "échantillonnage".

Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier :

En complément de l'article 31.4 du CCAG travaux, le titulaire du marché est averti qu'un Coordinateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) sera désigné sur cette opération.

Le titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures de sécurité prévues par le CSPS, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre tout au long du chantier.

4. 2. 3. Gestion du chantier

Dommages divers causés par la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution:

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toutes natures, causés par le représentant du maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Gestion des déchets de chantier:

Conformément à l'article 36 du CCAG travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

4. 3. Prestations supplémentaires et modifications

Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives :

En complément de l'article 13 du CCAG Travaux, il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur l'initiative du maître d'oeuvre, des fiches de travaux modificatifs peuvent être émises par celui-ci. Elles définiront :

- La description des travaux modificatifs ;
- Le fait générateur des travaux non prévus ;
- L'identification du demandeur (maître d'oeuvre, maître d'ouvrage, CT, CSPS, aléas...) ;
- La part du montant en base marché (montants extrait de la DPGF du titulaire) ;
- La part du montant en prix nouveaux ;
- Le (ou les) devis de l'entreprise de travaux en pièce jointe à la fiche.

L'entreprise intéressée doit fournir, dans le délai précisé par la fiche, un devis forfaitaire des travaux, celui-ci étant fondé sur les principes ci-après.

La constitution des prix des travaux ou fournitures non compris dans le prix forfaitaire global, et qui sont définis par les fiches de travaux modificatifs, est opérée de la manière suivante :

1. Le prix des ouvrages non prévus dans le marché, mais de même nature que ceux figurant dans la décomposition de prix émise dans l'offre du titulaire, est calculé en utilisant les prix d'unité de cette décomposition.
2. Dans l'hypothèse où les prix des ouvrages supplémentaires non prévus ne pourraient être assimilés à ceux des ouvrages figurant dans la décomposition de prix, ces prix seraient librement débattus entre les parties.

En complément de l'article 13.5 du CCAG Travaux, le devis remis par l'entreprise et accepté par le maître d'ouvrage, via la fiche de travaux modificatifs, vaut état supplémentaire de prix forfaitaires.

A l'issue de cette phase, l'ordre de service d'exécuter les travaux modificatifs est délivré dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG Travaux.

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

4. 4. Propriété intellectuelle

4. 4. 1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Travaux, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

5. Constatation de l'exécution, garantie et maintenance

5. 1. Réception

Dans les 20 jours calendaires à compter de la date de réception de l'avis d'achèvement des travaux, le maître d'œuvre procédera aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé ci-dessus, le titulaire en informe le représentant du maître d'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixera la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans les 30 jours qui suivent la réception de la lettre adressée par le titulaire.

Proposition de réception des travaux :

Dans un délai de 5 jours calendaires suivant la date du PV d'OPR, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Décision de réception des travaux :

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la date du PV d'OPR sa décision de prononcer ou non la réception, ou si elle est prononcée avec réserves.

5. 2. Délai de garantie

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

5. 3. Contrôle de l'exécution des travaux

Documents fournis après exécution :

En complément de l'article 40 du CCAG travaux, la remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) devra se conformer aux points suivants :

1. Obligation de remise

L'entreprise titulaire du marché est tenue de fournir un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) complet, conforme aux travaux réalisés.

La non-remise des DOE au moment des OPR constituera une réserve, consignée dans le procès-verbal de réception et à lever au plus tard dans un délai de 30 jours calendaires après la réception définitive des travaux.

2. Contenu du DOE

Le DOE devra inclure, sans s'y limiter :

- Plans conformes à l'exécution en format numérique ;
- Notices techniques des équipements et ouvrages installés ;
- Manuels d'utilisation et de maintenance, avec un calendrier des opérations de maintenance préventive et curative ;
- Fiches techniques des matériaux, équipements et composants utilisés ;
- Rapports d'essais, contrôles et certifications réalisés (PV de tests, diagnostics) ;
- Garanties et attestations associées (assurance décennale, garanties des fabricants, etc.) ;
- Tout autre élément détaillé dans le CCTP

3. Format et support

Le DOE devra être remis sous format numérique : en un exemplaire sur clé USB ou via un lien sécurisé, et en un exemplaire papier avec des fichiers nommés selon une nomenclature précisée par le maître d'œuvre.

Les formats numériques acceptés incluent :

- PDF pour les documents textuels.
- Xls pour les documents sous forme de tableau
- DWG/DXF pour les plans.
- Autres formats natifs si spécifiés dans le CCTP.

4. Modalités de remise

Le DOE sera remis à la maîtrise d'œuvre pour contrôle et validation avant sa transmission au maître d'ouvrage. Toute non-conformité ou incomplétude constatée entraînera une demande de corrections, avec un délai maximal de 15 jours calendaires pour les apporter.

6. Clauses diverses

6. 1. Confidentialité – Protection des données personnelles – mesures de sécurité

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Le titulaire est tenu de respecter les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément aux dispositions de l'article 7.1 du CCAG travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

6. 2. Procédures en cas de sinistre dans un bâtiment de l'Université

Le titulaire informera l'Université des anomalies de fonctionnement de ses propres activités, ayant entraîné des incidents, accidents ou non, de façon à prévenir tout risque ultérieur. Il les consignera dans le registre hygiène et sécurité du service technique de l'Université selon le cas et le site.

En cas de sinistre le titulaire a, pour les installations relevant de sa compétence :

- De déclencher toutes les actions nécessaires de sauvegarde,
- De mettre en oeuvre tous les moyens utiles de secours et/ou de remplacement,
- De prévenir l'Université aux coordonnées qu'elle lui aura communiquées lors de la phase de préparation de chantier.

6. 3. Plan Vigipirate

Dans le cadre du plan Vigipirate, les intervenants de l'entreprise doivent être clairement identifiables, notamment en laissant visible le logo de l'entreprise sur les vêtements de travail et/ou véhicules. Aucun matériel ou sac pouvant apparaître suspect ne devra être laissé sans surveillance ou sans identification claire comme appartenant à l'entreprise.

Les intervenants devront se présenter systématiquement (physiquement ou par téléphone) au personnel d'accueil ou de gardiennage pour tout accès aux locaux et site concernés par l'opération et ce quel que soit le moment de la journée ou de la semaine, sauf s'ils sont accompagnés d'un personnel du service technique de l'Université.

7. Défaillance dans l'exécution

7. 1. Pénalités et primes pour l'ensemble des lots

7. 1. 1. Lot n°1 et Lot n°2 :

Pénalité de retard

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée ci-après.

Cette pénalité pourra être appliquée en cas de retard en cours d'exécution des travaux constaté par référence au calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation de chantier et éventuellement modifié (ou à défaut par rapport aux délais contractuels spécifiés dans l'Acte d'Engagement). Cette provision est constituée à partir du premier retard constaté et jusqu'à extinction éventuelle de ce retard.

Cette retenue peut être transformée en pénalité définitive si l'une des deux situations suivantes est constatée :

- L'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son marché ;
- L'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai- a perturbé le bon déroulement des activités au sein du site universitaires au-delà des périodes indiquées dans le calendrier détaillé et les délais mentionnés dans l'offre.

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.3 du CCAG Travaux, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, peu importe leur montant.

Montant en euros de la pénalité journalière lot n°1 : **500 €HT**

Montant en euros de la pénalité journalière lot n°2 : **700 €HT**

Pénalités pour retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise des documents, d'échantillons ou dans l'exécution du bureau de chantier par rapport aux délais contractuels spécifiés dans les fiches délais et annexés à l'acte d'engagement, il est appliqué une pénalité de **200 €HT** par jour calendaire de retard et par objet, déductible des décomptes mensuels du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable en application de l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, et indépendamment des pénalités encourues pour retard de travaux qui pourraient en résulter.

Lorsque l'entreprise est à l'origine du retard apporté à l'élaboration des documents demandés par le maître d'œuvre au titre du projet (non-participation aux réunions, non remise de documents ou de renseignements) et, si les mesures coercitives prévues au présent CCAP et CCAG Travaux ne permettent pas d'y remédier, le maître d'œuvre pourra être amené à se substituer à l'entreprise. Dans ce cas, les frais engendrés par cette situation seront mis, par le maître d'ouvrage, à la charge de l'entreprise défaillante.

Pénalité relative au non-respect de l'engagement environnemental

En cas de manquements constatés aux dispositions des articles du CCTP relatifs à la gestion des déchets, il est appliqué une pénalité de **150 €HT**, par manquement.

Pénalités relatives à la sécurité

En cas d'absence de suivi des observations du CSPS, du maître d'œuvre ou des prescriptions notées dans le PGC (à défaut du plan de prévention) , il est appliqué une pénalité de **200 €HT**, par jour calendaire de retard et par objet.

Pénalité pour retard ou absence à une réunion de chantier

Toute absence ou retard d'un représentant qualifié de l'entreprise à une réunion de chantier à laquelle elle aura été dûment convoquée sera pénalisable. Les pénalités seront de **100 €HT** pour absence et de **25 €HT** pour retard.

Est considérée comme absence la représentation de l'entreprise par des personnes non qualifiées.

La liste des personnes devant représenter l'entreprise est soumise au maître d'œuvre, pendant la période de préparation pour agrément.

Le montant des pénalisations pour absence ou retard sera déduit du décompte, après notification préalable.

Pénalité liée au nettoyage de chantier

Chaque titulaire de lot doit à des responsabilités de nettoyage courant et de fin de chantier définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

En particulier, chaque entreprise est responsable du nettoyage immédiat des zones où elle intervient (zones de travail, évacuation des déchets qu'elle génère), y compris des parties communes (accès, stockage, etc.) qui sont utilisées dans le cadre du chantier.

Le nettoyage comprend notamment :

- L'évacuation des déchets, gravats, et matériaux inutilisés ;
- Le balayage ou lavage des zones de travail (y compris mobilier) et des voies d'accès ;
- La remise en état des terrains et ouvrages impactés par les travaux.

Critère pour le balayage : Absence visible de résidus solides ou poussiéreux au sol dans les zones concernées.

Critère pour le lavage : Les surfaces doivent être exemptes de traces ou de salissures apparentes après séchage.

En cas de manquement constaté par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, un avis sera immédiatement adressé au titulaire pour mise en conformité dans un délai maximal de 24 heures à compter de la notification.

Si, à l'issue de ce délai, les actions de nettoyage nécessaires n'ont pas été réalisées, une pénalité sera appliquée comme suit :

Montant forfaitaire : Une pénalité de **150 €HT** par jour calendaire de retard.

Cumul des pénalités : Ces pénalités sont cumulatives et applicables jusqu'à la complète remise en conformité.

En cas de persistance du manquement au-delà d'un délai de 5 jours ouvrés, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter les opérations de nettoyage par une entreprise tierce aux frais exclusifs du titulaire, sans préjudice des pénalités journalières.

Le non-respect des obligations de nettoyage pourra également constituer un motif de réserve lors de la réception des travaux, entraînant un ajournement ou une retenue financière jusqu'à régularisation.

7. 1. 2. Pénalités de retard et retenues :

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, les pénalités applicables sont celles listées au sein du présent document.

7. 1. 3. Primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

7. 2. Cas de résiliation

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 49 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1 du CCAG travaux.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG travaux sauf disposition contraire au sein du présent document.

7. 3. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG des marchés publics de Travaux.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de POITIERS

Tél. : 05.49.60.79.19

Fax :

Email : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Comité consultatif inter-régional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Tél. : 05 54 68 99 56

Fax :

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

8. Dérogations au CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots :

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Travaux.

Il est dérogé à l'article 19.2 du CCAG Travaux.

Il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

ANNEXE 1 : Contrat de Protection des données personnelles

Définitions

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

Objet et champ d'application

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

OBLIGATIONS DES PARTIES

Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Documentation et conformité

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

Recours à des sous-traitants ultérieurs

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

Assistance au responsable du traitement

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

Notification de violations de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du

traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
 - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

Non-respect des clauses

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

Liste des parties

Responsable(s) du traitement : <i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :

Description du traitement

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :	
Catégories de données à caractère personnel traitées :	
Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires :	
Nature du traitement :	
Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement :	
Durée du traitement :	
Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement :	

Mesures techniques et organisationnelles, y compris mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité des données

Information : Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel :	
Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de	

traitement :	
Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique :	
Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement :	
Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur :	
Mesures de protection des données pendant la transmission :	
Mesures de protection des données pendant le stockage :	
Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées :	
Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements :	
Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut :	
Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique :	
Mesures de certification/assurance des procédés et produits :	
Mesures visant à garantir la minimisation des données :	

Mesures visant à garantir la qualité des données :	
Mesures visant à garantir une conservation limitée des données :	
Mesures visant à garantir la responsabilité :	
Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement :	
Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement :	
Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement :	

Liste de sous-traitants ultérieurs

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :	

ANNEXE 2 : EDIFLEX : CONVENTION D'INTERCHANGE

Objet de la présente convention d'interchange

La présente convention fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre pour la gestion dématérialisée de la facturation des marchés de travaux par la société EPICTURE en accord avec le Maître d'Ouvrage La Rochelle Université sur l'opération « Rénovation du système d'éclairage des bâtiments du site Nord ».

CONTACT EPICTURE :

01 44 41 02 24

commercial@epicture.fr

Objectifs du service EDIFLEX :

- Gagner 2 à 3 semaines sur le circuit des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- Eviter les litiges ou retards :
 - en sécurisant le calcul des montants financiers par le respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics,
 - en uniformisant la présentation des documents,
 - en permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- Réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

PARTIES CONCERNEES

Les parties ci-dessous désignées conviennent des dispositions arrêtées dans la présente convention :

- Le Maître d'ouvrage « La Rochelle Université » ;
- L'ensemble des membres de la Maîtrise d'œuvre : ITF
- Contrôleur Technique : BUREAU VERITAS
- CSPS : désigné ultérieurement
- L'ensemble des entrepreneurs titulaires des lots concernés et listés dans le CCAP et le CCTP.

MODALITES

La présente convention prend effet à la date de notification des marchés de travaux.

Cette annexe prévaut aux articles du CCAG énoncés à la fin des présentes, liste non limitative.

OBJET DU SERVICE

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

Le Maître d'Ouvrage

- Administrateur du service Ediflex, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et vérifie les index de révision utilisés dans les marchés.
- Responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, avenants éventuels, travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct).
- Il valide les DPGF des entreprises après visa de la maîtrise d'œuvre (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire des marchés) ou les bordereaux de prix (marchés à prix unitaires).
- Il vérifie les situations de travaux après le contrôle du Maître d'œuvre.
- Il valide les situations avant de les éditer pour mise en paiement.

La Maîtrise d'œuvre (Mandataire + cotraitants)

- Il vise pour accord les DPGF et les bordereaux de prix saisis par les entreprises.
- Il vérifie les situations de travaux des entreprises : avancements présentés par les entreprises par rapport à l'avancement réel des travaux, projet de décompte, calcul des révisions, remboursement de l'avance, retenue de garantie, paiements des sous-traitants, pénalités etc.

Les entrepreneurs titulaires des lots concernés

- Ils consultent les conditions financières de leur marché puis enregistrent sur écran les DPGF (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire) ou les bordereaux de prix correspondant à leur corps d'état en accord avec le Maître d'œuvre, ceci pour leur marché initial et les avenants éventuels.
- Ils présentent leurs demandes d'acomptes et leur projet de décompte final par saisie de leurs avancements de travaux et des montants à payer à leurs sous-traitants.
- Si nécessaire, ils signent les documents papier « Attestation de Paiement Directs » concernant les sous-traitants. Attention : Le Maître d'ouvrage pourrait exiger de l'entreprise titulaire de joindre en PJ de la situation les factures présentées et signées par les sous-traitants.
- S'il s'agit d'une entreprise mandataire d'un groupement, celle-ci vérifie les états d'acompte présentés par ses cotraitants.

NB : les cotraitants d'un groupement d'entreprise doivent disposer d'un accès au service lorsque les paiements ne sont pas effectués vers un compte bancaire unique pour le groupement.

Dates de saisie des données

- Saisie des marchés de l'entreprise par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la notification des marchés ;
- Mise au point des DPGF de l'entreprise en liaison avec le Maître d'œuvre éventuel, puis saisie des DPGF ou des bordereaux de prix dans les 25 jours suivant la notification du marché ;
- Situations de travaux :
 - L'entreprise les présente sur les écrans EDIFLEX suivant le calendrier établi par le Maître d'ouvrage,
 - Le Maître d'œuvre les vérifie sur EDIFLEX au plus tard à J+8
 - Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son "avis d'intention de payer" puis transmet les pièces justificatives à son service financier dans un délai permettant un paiement à J+30.

Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Les demandes d'acompte sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant. Les abonnés peuvent télécharger sur leur ordinateur les situations archivées sur le serveur EDIFLEX pour les éditer en local.

C'est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (états d'acompte et décompte général, pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés (Equipe de maîtrise d'œuvre, Maître d'ouvrage et entrepreneurs notamment) dans leur comptabilité selon les exigences légales.

Interface avec le serveur Chorus Pro :

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination des établissements publics, l'État et les collectivités territoriales. A compter de Janvier 2019, le service EDIFLEX prend en charge le dépôt, la transmission et la récupération des factures dématérialisées sur le serveur Chorus Pro, serveur mis en œuvre par la DGFIP et l'AIFE (Direction Générale des Finances Publiques et Agence pour l'Informatique Financière de l'État).

- Ainsi, lorsque l'abonné titulaire d'un marché valide sa situation d'honoraire pour présenter sa demande d'acompte, le service EDIFLEX déposera aussitôt une copie de cette situation d'honoraire présentée sur le serveur Chorus PRO,
- Lorsque le Maître d'ouvrage valide la situation d'honoraire pour en accepter le paiement, le service EDIFLEX déposera aussitôt une copie de cette situation d'honoraire acceptée sur le serveur Chorus Pro.

Paramétrage de cette interface :

En début d'opération, les abonnés titulaires d'un marché dans Ediflex devront transmettre au Maître d'ouvrage les informations suivantes relatives à l'enregistrement de leur société sur le serveur Chorus Pro :

- Code structure (SIRET) + Code service permettant à Ediflex d'identifier l'entreprise titulaire.
- Login technique + Mot de passe permettant à Ediflex de se connecter sur Chorus Pro

Si le Maître d'ouvrage souhaite transmettre une facture Chorus par bénéficiaire, le titulaire du marché devra fournir en plus de ses propres coordonnées Chorus, celles de ses sous-traitants.

Ouverture et fermeture du service

Le service est ouvert à partir de la date de notification des marchés ; les abonnés seront alors convoqués à une séance de formation au service EDIFLEX (délai de convocation : 10 jours minimum). Les codes d'accès et mot de passe seront remis aux participants lors de la séance de formation.

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

L'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsque le Maître d'ouvrage aura validé et édité les Décomptes Généraux de chaque membre de la maîtrise d'œuvre et qu'il aura transféré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX vers son ordinateur. Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le Maître d'ouvrage à la société EPICTURE.

Au delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

Rôle de la société EPICTURE**La société EPICTURE exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :**

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises.
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au jeudi de 9h00 à 13h00 et 14h00 à 18h00, le vendredi de 9h00 à 13h00 et 14h00 à 17h00). En dehors des heures de bureaux les abonnés peuvent émettre des messages électroniques qui seront traités dès réception pendant les heures de bureau.

Qualité de service

La société EPICTURE garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables de 7h à 20h (du lundi au vendredi, hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

Obligation de discrétion

Les documents ou renseignements fournis par les abonnés au service, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement par la société EPICTURE sont couverts par le secret professionnel.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société EPICTURE s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

TERMINAL D'ACCES AU SERVICE

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et d'une adresse électronique.

CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent
A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

Authentification de l'abonné

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

Emission d'information

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des demandes d'acompte, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

Réception d'information

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible.

Les validations par un intervenant des marchés et des demandes d'acompte, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent accusé de réception pour l'intervenant suivant.

Edition d'information sur support papier

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général

Convention sur la preuve

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article 109 du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service EDIFLEX de la société EPICTURE font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

En particulier, l'entreprise titulaire d'un marché reconnaît explicitement par le présent document que :

- Les attestations de paiement direct de ses sous-traitants, tel qu'éditées par le Maître d'ouvrage à l'aide du service EDIFLEX, sont des documents qui l'engagent, sans nécessité d'une signature manuscrite par l'entreprise titulaire dans la mesure où le montant des travaux base marché à payer au sous-traitant n'a pas été modifié par un tiers lors du contrôle de la situation présentée.
- Dans le cas contraire, la mention « après correction du montant des travaux base marché proposé par nous-mêmes » apparaîtra sur l'édition issue du service EDIFLEX avant la somme à payer. Dans ce cas seulement, l'entreprise devra signer le document pour accord.
- Sauf indication contraire par lettre recommandée avec accusé de réception, les paiements effectués aux sous-traitants par le comptable sur la base de ces documents ne sauraient

donner lieu à contestation ultérieure dans la relation susceptible d'intervenir entre l'entreprise et ses sous-traitants, ceci pour tout marché passé avec le Maître d'ouvrage et géré dans le service EDIFLEX.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société EPICTURE ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société EPICTURE.

Effet de la convention

La présente convention prend effet ou de la signature de l'avenant modifiant les conditions de paiement du CCAP.

Cessation de la convention

Il sera mis fin à la présente convention par application de l'article 4.7 "Ouverture et fermeture du service".

Diffusion de la convention

Une copie de la présente est annexée dans le marché passé entre le Maître d'ouvrage et les entreprises.

FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX

Le coût du service est pris en charge par le Maître d'ouvrage.

L'abonnement au service comprend :

- L'ouverture des codes d'accès sur le serveur,
- La mise à disposition des manuels « utilisateurs », code d'accès et mot de passe ;
- L'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
- Le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
- L'archivage des informations sur le serveur durant le chantier.

Le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service :

- Terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet),
- Frais de télécommunications lors de la connexion au serveur.

APPLICATION EDIFLEX RELATIVE A L'ARTICLE 12 DU CCAG TRAVAUX

La convention d'interchange Ediflex est conforme à l'article 12. du CCAG travaux.

Elle précise que les demandes de paiement sont traitées par acomptes de façon dématérialisées, à travers EDIFLEX.

Les dates de présentation des situations par l'entreprise, de vérification et de validation par les représentants cités au chapitre 2 ci-dessus, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service Ediflex, font foi. Ces dates valent accusé de réception pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service.

Les décomptes mensuels et le décompte final sont pris en charge et gérés par le service Ediflex qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service Ediflex évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier et l'envoi de lettres recommandées.

Ainsi, selon l'article 12.2.2 du CCAG- travaux, l'acceptation de la demande de paiement par l'acheteur, ainsi que les interventions sur la plateforme de dématérialisation EDIFLEX valent notification des modifications de la demande de paiement d'acompte du titulaire.



**D'ici
on voit
+ loin !**

La Rochelle Université

Service Achats-Marchés
23 avenue Albert Einstein
BP 33060
17031 La Rochelle



univ-larochelle.fr